

M. BARRON : Prenez Lindsay. On y louait un très bon édifice, et cependant, le gouvernement en a construit un. Je comprends et j'approuve cette dépense dans la ville de Lindsay, mais je dis que l'on n'est pas sincère en disant que ces édifices ne sont construits que lorsqu'il n'y en a pas de convenables ailleurs.

M. LISTER : Le revenu net de Smith's Falls est de \$4,375. Je sais que la population de Woodstock n'est pas satisfaite des arrangements actuels. Cette ville croit avoir droit à des édifices publics autant que toute autre ville dans le pays ; elle donne un plus grand revenu que plusieurs cités, et certainement, le plus considérable de toutes les villes.

M. LANDERKIN : Avant d'adopter cet item, la chambre ne ferait-elle pas bien de rescinder la motion adoptée au commencement de la session, et qui avait été proposée par l'honorable député de Bothwell ? L'adoption de cet item, tandis que cette résolution reste dans les documents de la chambre, est un acte humiliant pour la chambre. C'est insulter le parlement que d'approuver cet item avant de révoquer cette résolution ; et cette résolution devrait être révoquée pour conserver la dignité de la chambre. Tant que cela ne sera pas fait, on ne devrait pas laisser adopter cet item, dussions-nous passer tout l'été ici. C'est comme cela qu'il faut combattre un acte de ce genre. Nous devrions défendre notre dignité, dussions-nous rester ici toute l'année. Je crois que le pays vous approuvera, et qu'il blâmera le gouvernement d'avoir violé une promesse solennelle faite unanimement par la chambre, promesse que le gouvernement viole à la première occasion, lorsque cela est nécessaire pour conserver un partisan, ou gagner l'appui d'un comté. C'est un outrage au peuple, et la chambre devrait protester, et nous ne devrions pas, à aucun prix, laisser passer cet item. De deux choses l'une : soyons justes, ou injustes, et tant que cette résolution sera sur l'ordre du jour, ce crédit ne doit pas être adopté, alors qu'il y a des cités et des villes plus importantes qui sont négligées par le gouvernement. Les villes de Woodstock et de Sarnia, de Bowmanville, Whitby, Durham, Kincardine, Hanover, Mount Forest, et beaucoup d'autres de plus d'importance que Smith's Falls et qui méritaient l'attention du gouvernement, ont été négligées. Tant que durera cette résolution, tant que le gouvernement voudra violer ce principe qu'il a adopté comme étant sa politique, cet item ne passera pas, et la chambre apprendra au gouvernement qu'il ne peut mépriser les principes qu'il a lui-même posés. Ils faudra lui apprendre qu'il ne peut adopter une résolution de ce genre et en violer le principe à la première occasion. Nous prouverons à nos électeurs et au peuple, que le gouvernement a menti, menti délibérément en adoptant cette résolution.

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : Je dois demander à l'honorable député de retirer cette expression.

M. LANDERKIN : Comment, retirer la vérité ? Non, monsieur.

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : Je demande à l'honorable député de retirer cette expression.

M. LANDERKIN : Non, monsieur. On a adopté une résolution déclarant que ces villes qui ont le plus d'affaires—

Quelques VOIX : A l'ordre !

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : L'honorable député connaît parfaitement le règlement que je serais forcé d'appliquer s'il ne veut pas retirer cette expression.

M. LANDERKIN : Je dirai qu'on s'est éloigné de la vérité. On a violé les principes émis dans cette résolution. Appelez cela ce que vous voudrez ; je l'appelle mensonge et je ne le retirerai pas.

Quelques VOIX : A l'ordre !

M. LANDERKIN : Oui, à l'ordre. C'est être dans l'ordre que de soutenir la vérité, et je la soutiendrai toujours.

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : Je dois demander à l'honorable député de retirer l'expression ; je sais qu'il va la retirer,

M. LAURIER : Si mon honorable ami disait que le gouvernement a méprisé ses principes, il dirait tout aussi bien la vérité.

M. LANDERKIN : Si je dis qu'il viole ses principes tous les jours, toutes les semaines, c'est également la vérité.

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : Je dois demander à l'honorable député de retirer l'expression, pour conserver la dignité de la chambre.

M. LANDERKIN : Il a violé les principes qu'il avait posés.

M. FOSTER : Ne vous jouez pas ainsi de la chambre.

M. LANDERKIN : Je ne me joue pas de la chambre, et je ne veux pas pas être joué par l'Orateur-supplément, le ministre des finances ou qui que ce soit. J'ai la vérité de mon côté, je ne me rétracterai pas pour le ministre, l'Orateur, l'Orateur-supplément ou qui que ce soit. Je dis une le gouvernement a posé un principe qu'il a violé. Quelqu'un niera-t-il cela ?

Quelques VOIX. A l'ordre !

M. L'ORATEUR-SUPPLÉANT : Je dois de nouveau demander à l'honorable député de retirer l'expression déplacée dont il s'est servi et qui est contraire à la pratique parlementaire, pratique qu'il connaît comme ancien député.

M. LANDERKIN : Je retirerai ce mot ; mais je dirai qu'il a méprisé le principe qu'il avait établi. Il l'a violé une et deux fois dans les estimations, ce soir ; et je dis que c'est une honte criante pour le pays, que nous permettions la chose.

Imprimerie du gouvernement—Somme supplémentaire requise pour la terminer..... \$7,000 00

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Quel est le coût total de cet édifice ?

Sir HECTOR LANGENIN : Avec ce montant, le coût total sera de \$248,647.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Cela ne comprend pas le matériel.

Sir HECTOR LANGEVIN : Non ; je parle de l'édifice.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Il est bon que la chambre comprenne, car mon impression est que ce bureau d'imprimerie nous coûte, l'édifice et le matériel, un beau demi-million de piastres, au moins, et à moins que je ne me trompe, vous verrez que les travaux vont coûter plus cher et seront moins bien exécutés que sous l'ancien mode.